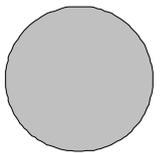
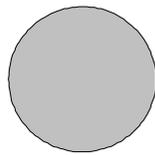
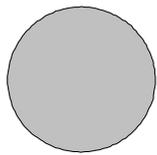
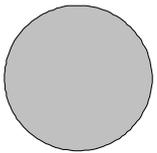


rapport de gestion



RAPPORT

DE LA MUNICIPALITÉ DE LAUSANNE

AU CONSEIL COMMUNAL

sur sa gestion pendant l'année 2011

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

Conformément à l'article 93c de la Loi du 28 février 1956 sur les communes et à l'article 112 du Règlement du Conseil communal, la Municipalité vous soumet, ci-après, le rapport sur sa gestion pendant l'année 2011, avec un changement de législature au 1^{er} juillet.

Le rapport contient les divisions suivantes :

Préambule :	Conseil communal et Municipalité
Chapitre I :	Administration générale
Chapitre II :	Direction de la sécurité publique et des sports
Chapitre III :	Direction de la culture et du logement
Chapitre IV :	Direction des travaux
Chapitre V :	Direction de l'enfance, de la jeunesse et de la cohésion sociale
Chapitre VI :	Direction des finances et du patrimoine vert
Chapitre VII :	Direction des services industriels
Annexe :	Bureau du Conseil communal (article 23 du Règlement du Conseil communal)

Table des matières

<i>Préambule :</i>	Conseil communal et Municipalité	5
<i>Chapitre I :</i>	Administration générale	21
	Secrétariat municipal	21
	Service du personnel	24
	Service du développement de la Ville et communication	36
	Service d'organisation et d'informatique	39
	Service juridique	43
<i>Chapitre II :</i>	Direction de la sécurité publique et des sports	47
	Service administratif	47
	Service des sports	49
	Police du commerce	53
	Contrôle des habitants	62
	Corps de police	65
	Service de protection et sauvetage	73
<i>Chapitre III :</i>	Direction de la culture et du logement	81
	Commission immobilière	81
	Service du logement et des gérances	83
	Service de la culture	89
	Service de la bibliothèque et des archives de la Ville	101
	Service des assurances sociales	108
<i>Chapitre IV :</i>	Direction des travaux	111
	Service de la coordination et du cadastre	112
	Service des routes et de la mobilité	114
	Service d'urbanisme	124
	Service d'architecture	133
	Service d'assainissement	136
	Eauservice	141

<i>Chapitre V:</i>	Direction de l'enfance, de la jeunesse et de la cohésion sociale.....	151
	Service de la jeunesse et des loisirs.....	151
	Service d'accueil de jour de l'enfance.....	159
	Service des écoles primaires et secondaires	167
	Service de santé des écoles.....	177
	Service de psychologie scolaire	181
	Service dentaire.....	183
	Service du travail et de l'intégration.....	185
	Service social Lausanne.....	188
<i>Chapitre VI:</i>	Direction des finances et du patrimoine vert	197
	Service des parcs et domaines.....	197
	Service achat & Logistique ville (SALV).....	200
	Service de la révision.....	203
	Service financier	204
<i>Chapitre VII:</i>	Direction des services industriels	207
	Préambule	207
	Service du développement stratégique	210
	Service de la comptabilité et des finances	216
	Service commercial	218
	Service de l'électricité.....	223
	Service du gaz et chauffage à distance	234
	Service multimédia	237
<i>Annexe:</i>	Bureau du Conseil communal	241

PRÉAMBULE

CONSEIL COMMUNAL ET MUNICIPALITÉ

CONSEIL COMMUNAL

Le Conseil communal a tenu 21 séances (dont 16 dites longues) (19 séances ordinaires en 2010, dont 13 dites longues). Il a reçu 5 pétitions ; 25 motions, 32 postulats ont été déposés ; 47 interpellations, ainsi que 9 questions ont été adressées à la Municipalité par des membres du Conseil.

La Municipalité lui a présenté un rapport, ainsi que les préavis (respectivement rapports-préavis) suivants :

1. Administration générale.....	2 préavis
2. Sécurité publique et sports.....	6 préavis
3. Culture et logement.....	9 préavis
4. Travaux.....	19 préavis
5. Enfance, jeunesse et cohésion sociale.....	9 préavis
6. Finances et patrimoine vert.....	11 préavis
7. Services industriels.....	6 préavis
Total	62 préavis

MUNICIPALITÉ

COMPOSITION

du 1^{er} janvier au 30 juin

	Titulaire	Suppléant
Administration générale et finances	M. Daniel BRÉLAZ	M. Jean-Christophe Bourquin
Sécurité publique et sports	M. Marc VUILLEUMIER	M. Jean-Yves Pidoux
Culture, logement et patrimoine	Mme Silvia ZAMORA	M. Olivier Français
Travaux	M. Olivier FRANÇAIS	M. Oscar Tosato
Enfance, jeunesse et éducation	M. Oscar TOSATO	Mme Silvia Zamora
Sécurité sociale et environnement	M. Jean-Christophe BOURQUIN	M. Marc Vuilleumier
Services industriels	M. Jean-Yves PIDOUX	M. Daniel Brélaz

du 1^{er} juillet au 31 décembre

	Titulaire	Suppléant
Administration générale	M. Daniel BRÉLAZ	M. Oscar Tosato
Sécurité publique et sports	M. Marc VUILLEUMIER	Mme Florence Germond
Culture et logement	M. Grégoire JUNOD	M. Olivier Français
Travaux	M. Olivier FRANÇAIS	M. Marc Vuilleumier
Enfance, jeunesse et cohésion sociale	M. Oscar TOSATO	M. Jean-Yves Pidoux
Finances et patrimoine vert	Mme Florence GERMOND	M. Grégoire Junod
Services industriels	M. Jean-Yves PIDOUX	M. Daniel Brélaz

Durant l'année, la Municipalité a tenu 51 séances. Elle a notamment adressé au Conseil communal les rapports, préavis et rapports-préavis dont la liste suit.

RAPPORT AU CONSEIL COMMUNAL

Administration générale

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
07.12.2011	2011/01	Initiatives et pétitions en cours de traitement. Situation au 30 juin 2011

PRÉAVIS ET RAPPORTS-PRÉAVIS ADRESSÉS DURANT L'ANNÉE AU CONSEIL COMMUNAL

NB. Les préavis et rapports-préavis adressés au Conseil communal durant le premier semestre 2011 ont été déplacés sous la nouvelle direction dont ils dépendent, suite à la réorganisation des directions et des services communaux avec la nouvelle législature. L'abréviation de l'ancienne direction est mentionnée devant l'intitulé de l'objet concerné, cas échéant.

Administration générale

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
30.08.2011	2011/10	Crédit complémentaire pour la mise en place de la plateforme technique de la cyberadministration à la Ville de Lausanne
22.11.2011	2011/40	Autorisation générale de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés (article 20, lettre g du règlement du Conseil communal)

Sécurité publique et sports

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
20.06.2011	2011/11	Centre sportif de Praz-Séchaud. Réalisation de vestiaires, d'une buvette et de divers locaux
20.06.2011	2011/16	Réfection et aménagement du Centre de formation de La Rama – Construction d'un simulateur d'incendie – Constitution d'un droit de superficie
13.09.2011	2011/17	Pérennisation de la démarche éthique conduite au sein du Corps de police
07.12.2011	2011/26	Centre Intercommunal de Glace de Malley S.A. (CIGM S.A.) – Nouvelle convention entre les communes de Lausanne, Prilly et Renens – Préavis intercommunal présenté aux Conseils communaux de Lausanne, Prilly et Renens
en cours	2011/41	Réponses à trois initiatives, portant sur des objets relatifs à la politique municipale en matière de sport, n'appelant pas de longs développements
en cours	2011/45	Centre sportif de Vidy. Remplacement de la pelouse synthétique du terrain de hockey sur gazon

Culture et logement

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
20.06.2011	2011/12	(CLP) Projet de construction de cinq bâtiments, comprenant au total 120 logements, un centre d'accueil pour enfants en milieu scolaire (APEMS), huit locaux dédiés à des activités, un parking souterrain de 82 places, sis 5a à 5e chemin de la Prairie. Constitution de six droits de superficie en faveur de Vaudoise Générale, Compagnie d'Assurances SA et de la Société Immobilière Lausannoise pour le logement S.A. – SILL. Octroi d'un cautionnement solidaire en faveur de la Société immobilière Lausannoise pour le logement S.A. – SILL
20.06.2011	2011/22	(CLP) Avenue de Rhodanie / Chemin des Plaines – Parcelle n° 4798 – Constitution d'un droit distinct et permanent de superficie en faveur de la société JAXIMMO S.A.
22.11.2011	2011/24	(CLP) Société coopérative Cité-Derrière. Projet de construction de quatre bâtiments, comprenant au total 104 logements, un commerce, des espaces communautaires, un parking souterrain de 49 places et sept places de parc extérieures, sis à l'avenue de Morges 139 et à la rue Couchirard 6. Constitution d'un droit de superficie. Octroi d'un cautionnement solidaire. Octroi d'un financement du Fonds communal pour le développement durable pour la réalisation d'une installation de production de chaleur donnant lieu à un contracting énergétique. Octroi d'une subvention du Fonds pour l'utilisation rationnelle de l'électricité
22.11.2011	2011/30	(CLP) Parcelle N° 20349 à l'avenue de Valmont. Constitution d'un droit distinct et permanent de superficie en faveur de Grisoni-Zaugg S.A. et Boas Immobilier S.A. pour la construction d'un écomusée (AquaEcopôle) et d'un bâtiment commercial
en cours	2011/37	(CLP) Ancienne Ecole Piotet, rue de la Pontaise 15. Cession du bâtiment en vue de sa rénovation. Constitution d'un droit de superficie distinct et permanent en faveur de la coopérative en formation « P15 »
07.12.2011	2011/42	Acquisitions d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières et aliénations d'immeubles et de droits réels immobiliers – Acquisitions de patrimoine vert – Transfert de la SILL SA du patrimoine administratif au patrimoine financier

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
en cours	2011/46	Musée cantonal des Beaux-Arts – Pôle muséal. Convention sur l'échange foncier. Octroi d'une subvention d'investissement
en cours	2011/59	Immeuble administratif place Chauderon 4. Projet d'assainissement et d'amélioration des performances énergétiques des façades. Demande de crédit d'ouvrage
en cours	2011/61	Musée historique de Lausanne. Rénovation et transformation de l'exposition permanente et entretien du bâtiment. Demande de crédit d'étude (extension du compte d'attente)

Travaux

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
10.05.2011	2011/02	Réfection des réseaux de collecteurs communaux et intercommunaux de concentration des eaux usées dans les cours d'eaux. Finalisation du chemin piétonnier de la Vuachère
24.05.2011	2011/03	Plan stratégique de la distribution d'eau
24.05.2011	2011/04	Politique de la Ville de Lausanne en matière de jardins familiaux et potagers. Plan directeur des jardins familiaux et potagers
13.09.2011	2011/05	Plan d'affectation radiant les limites des constructions de la route d'Oron (route cantonale n° 701b) et d'une partie des limites des constructions de la route du Jorat et du chemin du Pont-Rouge. Radiation du plan d'alignement des constructions légales n° 403
24.05.2011	2011/07	Projet d'agglomération Lausanne-Morges (PALM) – Mobilité douce – Octroi d'un crédit pour l'étude des projets d'exécution et la réalisation des mesures en priorité A (2011-2014)
en cours	2011/13	Postulat de Mme Sophie Michaud Gigon et consorts – Pour améliorer la qualité de l'air : Lausanne prend des mesures
20.06.2011	2011/14	Addenda au plan partiel d'affectation n° 661 au lieu-dit « La Blécherette » compris entre la limite communale de Romanel, un tronçon de la route de Romanel et de l'avenue du Grey, le plan d'extension n° 625 et les limites des parcelles n°s 2301, 2397 et 2392
08.11.2011	2011/15	Recensement, contrôle et assainissement en vue de sécuriser les bâtiments communaux pouvant contenir de l'amiante. Demande d'un crédit-cadre (2 ^{ème} étape)
Retiré	2011/19	Plan partiel d'affectation concernant les terrains compris entre les avenues des Bergières, Antoine-Henri-Jomini et du Mont-Blanc et le centre de congrès et d'expositions de Beaulieu
20.06.2011	2011/23	Chemin de Camarès à Vernand – Construction d'une route d'accès provisoire aux parcelles privées n°s 14'057 et 14'059 dans le cadre de la suppression des passages à niveau et du réaménagement du quai voyageurs de la halte de Vernand-Camarès du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher
08.11.2011	2011/32	Axes Forts de Transports Publics Urbains (AFTPU) – Etape A (2011-2014) – Demande de crédits d'études et d'octroi de postes de travail provisoires supplémentaires (EPT) – Réponse aux postulats de Mme Florence Germond « Pour la réaffectation des présélections en espaces pour les bus, piétons et vélos » et de MM. Jacques Pernet et Jean-Pierre Béboux « Pour une boucle au centre-ville ? »
22.06.2011	2011/33	Rénovation et extensions du réseau de distribution d'eau d' ea uservice pour l'exercice 2011. Demande de crédits complémentaires
22.11.2011	2011/34	Aménagement de la place de la Sallaz. Crédit d'investissement. Réponse à deux observations et six oppositions déposées pendant l'enquête publique. Réponse aux résolutions du Conseil communal concernant la route de contournement de la Sallaz (conclusions 7bis, 7ter et 7quater du rapport-préavis N° 2005/83 du 24 novembre 2005)
22.11.2011	2011/35	Plan partiel d'affectation « Jumelles-Bel-Air » concernant les terrains compris entre la rue des Terreaux, la place Bel-Air, les escaliers de Bel-Air, la rue de Genève et la parcelle no 458. Addenda au plan partiel d'affectation n° 635 du 10 juin 1988. Convention avec vente, avec Genevoise compagnie immobilière S.A.
en cours	2011/38	Réponse à la motion de M. Ulrich Doepper – « Des vues sur nos poubelles »
en cours	2011/47	Réalisation de modèles numériques d'altitude par technologie LIDAR, ainsi que de photographies aériennes couleurs et infrarouges et d'une orthophoto de haute résolution par photogrammétrie sur l'ensemble de la commune de Lausanne
en cours	2011/52	Avenue Edouard-Dapples. Renouvellement des réseaux souterrains et réaménagement de la chaussée et des trottoirs
07.12.2011	2011/54	Rénovation et extension de la voirie, du marquage routier, des installations de régulation du trafic et réfection d'ouvrages – Rénovation et extension du réseau des collecteurs publics – Rénovation et extension du réseau de distribution d'eau et échanges périodiques des compteurs d'eau – Remplacement et extension ordinaires des réseaux des Services industriels – Réfection de surfaces privées communales – Réfection de surfaces extérieures (préaux et parkings) des établissements scolaires – Crédits-cadre annuels 2012
en cours	2011/58	Réponse au postulat de Mme Adèle Thorens Goumaz – « Pour le remplacement de la vaisselle jetable à usage unique par de la vaisselle consignée ou compostable dans l'administration et lors des manifestations lausannoises »

Enfance, jeunesse et cohésion sociale

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
24.05.2011	2011/06	(EJE) Réponse à la pétition de Mme L. Lavanchy-Bräm et consorts (75 signatures) – « Parents lausannois en colère – pénurie de crèches : pour la création de places de crèches, surtout en pouponnière et de façon urgente »
22.02.2011	2011/08	(SSE) Déménagement du Service d'organisation et d'informatique (SOI) – Utilisation des locaux du SOI pour répondre aux besoins du Service social ainsi que de divers services de l'administration communale
31.05.2011	2011/09	EJE Ecole à la journée continue : état des lieux, enjeux et perspectives pour le développement de l'accueil de jour des enfants et des jeunes scolarisés dans les établissements scolaires de Lausanne – Réponse au postulat Françoise Longchamp et consorts demandant l'introduction de l'école à la journée continue dans les établissements de la scolarité obligatoire à Lausanne
30.08.2011	2011/29	(EJE) Collège secondaire de Boissonnet – Infiltrations d'eau. Demande d'un crédit d'ouvrage
07.12.2011	2011/43	Agrandissement du collège de Vers-chez-les-Blanc
en cours	2011/48	Extension du centre de vie enfantine de Chailly par la transformation du collège du Val d'Angrogne en Unité d'Accueil Pour Ecoliers (UAPE). Octroi d'un crédit d'investissement pour le remplacement du mobilier scolaire
en cours	2011/49	Restaurant du temple des Croisettes
en cours	2011/53	Procédés de réclame en matière de petit crédit. Réponse à la motion de Mme Cesla Amarelle
en cours	2011/62	Réaffectation et agrandissement du Temple de Saint-Luc en Maison de quartier, sis à la rue de la Pontaise 33. Ancien Temple de Saint-Luc. Demande de crédit d'investissement complémentaire

Finances et patrimoine vert

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
10.05.2011	2011/01	(SSE) Dépollution des terres contaminées sur le site équestre du Chalet-à-Gobet
24.05.2011	2011/18	(CLP) Reconstruction du chalet d'alpage de la Sèche des Amburnex
22.06.2011	2011/28	(AGF) Commune de Lausanne. Comptes de l'exercice 2010
22.06.2011	2011/31	(AGF) Crédits supplémentaires pour 2011 (1 ^{ère} série)
22.11.2011	2011/39	Autorisation générale de plaider
06.12.2011	2011/44	Fixation des plafonds d'endettement et de risques pour cautionnements (et autres formes de garanties) pour la législature 2011-2016
06.12.2011	2011/50	Commune de Lausanne. Budget de fonctionnement de l'exercice 2012. Plan des investissements pour les années 2012 à 2015. Transfert de SI-REN du patrimoine administratif au patrimoine financier
06.12.2011	2011/51	Autorisations d'achats pour l'exercice 2012
07.12.2011	2011/55	Crédits supplémentaires pour 2011 (2 ^{ème} série)
07.12.2011	2011/56	Travaux de rénovation et de réhabilitation des parcs et domaines – Crédit-cadre annuel 2012
en cours	2011/60	Ville de Lausanne – Direction des finances et du patrimoine vert. Service des parcs et domaines. Promenade Derrière-Bourg. Projet d'assainissement global

Services industriels

Décision du Conseil communal	Numéro	Intitulé
24.05.2011	2011/20	Aménagement hydroélectrique de Lavey : optimisation de la production et modifications constructives du barrage – Crédit d'études complémentaire
24.05.2011	2011/21	Mesure d'efficacité énergétique dans le domaine de l'électricité : abaissement et stabilisation de la tension pour diminuer la consommation de l'éclairage de plusieurs bâtiments communaux
20.06.2011	2011/25	Déploiement d'une plateforme SAP de « Business Intelligence »
20.06.2011	2011/27	Création de la Société CADOUEST S.A. pour le développement du réseau du chauffage à distance sur le territoire des communes de Prilly et de Renens – Octroi d'un cautionnement solidaire
en cours	2011/36	Plan de renouvellement du réseau de distribution électrique des Services industriels. Crédits de réalisation pour la phase III
en cours	2011/57	Réponse au postulat de M. Charles-Denis Perrin demandant la mise en œuvre d'un plan général climatique

INITIATIVES EN ATTENTE D'UNE RÉPONSE RENVOYÉES À LA MUNICIPALITÉ AVANT LE 31 DÉCEMBRE

Motions renvoyées avant le 1^{er} juillet 2005

Auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Muni	Délai réponse
Gilliard Diane	Etude visant à la création d'une maison des associations lausannoises	20.03.2001	19.03.2002	31.08.2012
Hubler Alain ¹	Un péage urbain pour financer la gratuité des tl : étude d'une solution écologique et sociale	05.10.2004	07.06.2005	30.06.2012
Junod Grégoire	Pour la création d'un passeport culturel et sportif à Lausanne	11.06.2002	01.07.2002	suspendu

¹ La réponse à cette motion (rapport-préavis N° 2009/07) a été refusée le 25 novembre 2009. La Municipalité prépare un préavis regroupant les questions en suspens touchant les transports publics, en attente des décisions cantonales sur la desserte nord.

Motions renvoyées après le 1^{er} juillet 2005

Auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Muni	Délai réponse
Maier Christine	Un projet pour sauver la Maison du Désert	26.04.2005	17.05.2006	30.06.2013
Zürcher Magali ¹	L'ouverture des « <i>Portes de Saint-François</i> » : l'occasion de redonner la rue Pépinet aux piétons !	03.10.2006	11.12.2007	31.12.2012
Meystre Gilles	Analyse détaillée des besoins en matière de salles à disposition des sociétés locales	05.12.2006	27.03.2007	31.08.2012
Cavin Yves-André ²	Réorganisation du SSI, un statut pour les sapeurs-pompiers professionnels et une révision du RSSI pour les sapeurs-pompiers volontaires	15.05.2007	11.11.2008	30.09.2012
Hubler Alain ³	Microm5 : un micro-métro pour le Vallon	04.09.2007	07.10.2008	31.12.2012
Meystre Gilles	Pour un PALM culturel	17.06.2008	15.09.2009	suspendu
Trezzini Giampiero	Pour un tramway passant par la rue Centrale, la place du Tunnel et la rue de la Borde	25.11.2008	24.11.2009	31.12.2012
Hubler Alain	Du gaz ? De l'air ! (bis)	20.01.2009	30.06.2009	30.09.2012
Meystre Gilles	Pour une information systématique et régulière des jeunes et des étrangers relative à leurs droits et à leurs devoirs civiques	10.03.2009	01.06.2010	30.06.2012
Hildbrand Pierre-Antoine	Autoroutes de l'information : pour que toutes les voies mènent à Lausanne	21.04.2009	19.05.2009	31.03.2012
Ghelfi Fabrice	Demande d'un rapport-préavis présentant les enjeux de la politique régionale	19.05.2009	19.05.2009	30.06.2012
Pernet Jacques	Ports d'Ouchy et de Vidy. Nos locataires n'ont-ils pas droit à des estacades sécurisées ?	09.06.2009	02.03.2010	31.03.2012
Hildbrand Pierre-Antoine	Réseaux électriques lausannois intelligents : un vrai pas vers la société à 2000 watts	01.09.2009	27.04.2010	30.09.2012
Hildbrand Pierre-Antoine	Pour un règlement lausannois sur les participations de la Ville, plus de transparence et de responsabilités	08.12.2009	01.02.2011	30.06.2012
Michaud Gigon Sophie	Le tri des déchets de 7 à 77 ans	02.03.2010	16.03.2010	30.09.2012
Voiblet Claude-Alain	La présence régulière d'armes dans les rues de la ville ne doit pas devenir une fatalité	01.06.2010	13.04.2011	30.04.2012
Ruiz Rebecca	Places d'apprentissages : atteindre les 5%	27.04.2010	01.06.2011	30.06.2012
Knecht Evelyne	Rétablir la ligne 2 jusqu'à la Bourdonnette	01.06.2010	07.06.2011	30.06.2012
Meystre Gilles	Conventions de subventionnement : pour des relations durables entre la Ville et ses acteurs culturels basées sur la transparence et le partenariat	01.06.2010	13.09.2011	30.09.2012
Peters Solange	Pour une information des électrices et électeurs de nationalité étrangère	12.10.2010	27.09.2011	30.09.2012
Marion Axel	Pour une politique d'agglomération mieux gouvernée et mieux coordonnée	18.01.2011	20.06.2011	30.06.2012

¹ La réponse à cette motion (rapport-préavis N° 2010/32) a été refusée le 13 septembre 2011. Cet objet sera traité dans le cadre du préavis consacré à la mobilité en ville de Lausanne.

² La motion Cavin a déjà reçu une réponse partielle. Le troisième point encore en suspens devait recevoir une réponse dans un délai d'un an après l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi cantonale sur le service de défense contre l'incendie et le secours. Cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011. La réponse sera donnée après validation par le Canton et l'ECA du règlement à réviser du Service de protection et sauvetage.

³ La réponse à cette motion (rapport-préavis N° 2010/02) a été refusée le 9 février 2011. Cet objet sera traité dans le cadre du préavis consacré à la mobilité en ville de Lausanne.

Postulats

Auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Muni	Délai réponse
Zürcher Magali ¹	Pour la création de nouvelles zones 30 et zones de rencontre dans le quartier Sous-Gare	09.11.2004	04.10.2005	30.06.2015
Thorens Goumaz Adèle	Pour le remplacement de la vaisselle jetable à usage unique par de la vaisselle consignée ou compostable dans l'administration et lors des manifestations lausannoises	28.06.2005	21.03.2006	31.03.2012
Perrin Charles-Denis	Lausanne a mal à son air pur. Plaidoyer pour un plan général climatique (PGC)	07.02.2006	15.05.2007	31.03.2012
Gaudard Guy	Quelle aide à l'apprentissage la Municipalité envisage-t-elle ?	12.09.2006	24.04.2007	30.06.2012
Doepper Ulrich ²	Pour des P+R plus efficaces et pour des meilleurs outils de maîtrise du stationnement sur le domaine privé	24.10.2006	23.10.2007	30.06.2015
Bérard Marlène	Enfin le paiement par SMS des parkings, places de parc, titres de transport et amendes d'ordre	07.11.2006	27.03.2007	30.06.2012
Guidetti Laurent	Pour des conditions de travail décentes dans les bureaux mandatés par la Ville	13.03.2007	22.04.2008	31.08.2012
Attinger Doepper Claire	La fête de l'art contemporain à Lausanne	15.05.2007	06.11.2007	30.06.2012
Müller Elisabeth ³	En route pour l'Hermitage et Sauvabelin, durablement	15.05.2007	30.11.2008	30.06.2012
Perrin Charles-Denis	Une unité de développement durable pour un développement responsable de Lausanne	26.06.2007	26.08.2008	31.12.2011
Meystre Gilles	Besoins en électricité : ouvrir les vannes pour de nouveaux barrages	03.07.2007	06.05.2008	30.09.2012
Ruiz Rebecca	Un passeport culturel pour les jeunes de 15 à 25 ans	02.10.2007	11.11.2008	30.06.2012
Ferrari Yves	Une diminution de l'éclairage. Un pas vers la société à 2000 W	20.11.2007	03.02.2009	30.09.2012
Hubler Alain	Pour un wifi communautaire à Lausanne	20.11.2007	23.09.2008	30.09.2012
Müller Elisabeth	Un meilleur accueil des promeneurs à Sauvabelin	05.02.2008	22.04.2008	30.09.2012
Michel Stéphane ⁴	Pour une prise en charge nocturne adéquate des personnes indigentes	05.02.2008	07.10.2008	30.06.2012
Longchamp Françoise	Une feuille de route pour la législature sur le flux du personnel de l'administration communale	05.02.2008	25.11.2008	30.04.2012
Gaudard Guy ⁵	Pour une ouverture journalière annuelle du restaurant de la piscine de Bellerive	08.04.2008	07.10.2008	31.03.2012
Philipoz Roland	Pour la promotion et la valorisation de l'engagement bénévole et de la vie associative (art. 70 Cst-VD)	08.04.2008	25.11.2008	31.08.2012
Voiblet Claude-Alain ⁶	Elimination des déchets ménagers : application et introduction du principe « pollueur-payeur »	06.05.2008	03.02.2009	31.12.2012
Torriani Elena	Charte pour une agriculture de proximité, respectueuse des coûts écologiques et sociaux	20.05.2008	21.04.2009	31.03.2012
Longchamp Françoise	Introduction de l'école à journée continue dans les classes de l'enseignement obligatoire à Lausanne	03.06.2008	25.11.2008	31.10.2010
Rapaz Roland	Vivre ensemble à Lausanne, dans nos quartiers : contribution à la construction d'un lien social fort	28.10.2008	19.05.2009	31.03.2012
Payot David	Un accès à Internet pour tous	25.11.2008	19.05.2009	30.09.2012
Longchamp Françoise	Etude pour une nouvelle présentation des comptes et du budget de la commune de Lausanne	09.12.2008	15.09.2009	30.06.2012
Litzistorf Natacha	Pour l'intégration systématique, transparente et cohérente de la « nature en ville »	03.02.2009	19.01.2010	30.06.2012
Rossi Vincent	Construire « minergie » est une pratique normale	24.02.2009	09.12.2009	30.09.2012
Tétaz Myriam	Un prix pour la création d'une œuvre de musique contemporaine	24.02.2009	19.01.2010	31.03.2012
Cachin Jean-François	Après l'ascenseur public de la place de l'Europe - Grand-Chêne, pensons aux habitants du quartier de Marterey - Bugnon et environs	21.04.2009	02.02.2010	31.01.2012
Germond Florence	Pour un assainissement énergétique des bâtiments sur la commune de Lausanne grâce aux aides fédérales et cantonales	21.04.2009	19.05.2009	30.06.2012
Cachin Jean-François	Oui à une centralisation des activités sportives de tir à Vernand	19.05.2009	02.03.2010	30.06.2012
Germond Florence	Sensibilisation au français pour les enfants préscolaires allophones afin de faciliter leur intégration dans le cycle initial	19.05.2009	13.04.2010	30.06.2012
Meystre Gilles	Pour une stratégie en matière de locaux dédiés à l'administration ou comment éviter que l'amélioration du service public ne demeure une intention à géométrie variable	19.05.2009	14.09.2010	30.06.2012
Zürcher Magali	Pour un réaménagement de la place de la Riponne	09.06.2009	14.09.2010	31.12.2013

Auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Muni	Délai réponse
Rossi Vincent	Bons sens cyclistes pour les rues à sens unique	23.06.2009	14.09.2010	31.12.2012
Gaudard Guy	Bornes de charge pour véhicules électriques à quatre roues	06.10.2009	12.10.2010	30.09.2012
Bonnard Claude	Un autre petit pas vers la société à 2 kW par l'introduction d'éclairage public par LED	27.10.2009	10.11.2009	30.09.2012
Ruiz Rebecca	Pour une agriculture de proximité vivante et viable : la ville de Lausanne soutient la production locale du lait	27.10.2009	12.10.2010	30.06.2012
Jacquat Philippe	Pour qu'une altercation de préau ne se termine pas au couteau	27.10.2009	14.09.2010	31.03.2012
Voiblet Claude-Alain	La tranquillité de la vie nocturne lausannoise ne commence-t-elle pas déjà par une gestion professionnelle de la sécurité dans les établissements publics ?	10.11.2009	09.11.2010	31.03.2012
Picard Bertrand	Pour une meilleure information quant à l'hébergement de la personne âgée, entre les soins à domicile et l'hébergement en EMS en ville de Lausanne	10.11.2009	09.11.2010	30.06.2012
Gaudard Guy	SSL = un seul toit	20.11.2009	18.01.2011	30.09.2012
Ghelfi Fabrice	Pour une vision globale, prospective et sereine des effectifs de la police municipale lausannoise	24.11.2009	12.10.2010	30.06.2012
Voiblet Claude-Alain ⁷	Le quartier d'Ouchy et la zone verte de Bellerive méritent une autre image que celle donnée par les incessants flots de véhicules aux heures de pointe	24.11.2009	12.04.2011	30.06.2015
Michaud Gigon Sophie ⁸	Pour une meilleure accessibilité, sécurité et signalétique du quartier de Sévelin	08.12.2009	19.01.2010	31.12.2012
Müller Elisabeth	Pour une étude du commerce indépendant à Lausanne	08.12.2009	18.01.2011	30.06.2012
Perrin Charles-Denis	De la micro informatique sans macro crédit ?	08.12.2009	12.04.2011	30.06.2012
Zürcher Magali	Quel avenir pour les quartiers de Sébeillon et Sévelin ?	19.01.2010	01.02.2011	30.06.2012
Litzistorf Natacha	La santé des populations c'est aussi l'affaire des villes	19.01.2010	15.02.2011	30.06.2012
Germond Florence	Pour l'étude d'un tunnel de profondeur nulle à St-François	19.01.2010	15.03.2011	31.12.2012
Mayor Isabelle	Mendicité à Lausanne : pour une étude approfondie de solutions des points de vue de la protection de l'enfance, sanitaire, juridique et humain	02.02.2010	18.01.2011	31.03.2012
Litzistorf Natacha	Pour une politique de sécurité urbaine à Lausanne	02.02.2010	15.02.2011	30.06.2012
Wermelinger Elisabeth	« Espace Riponne » : la maison lausannoise des seniors et des organisations actives en faveur des aînés	02.02.2010	15.02.2011	30.06.2012
Knecht Evelyne	Un Capitole pour une Capitale	02.02.2010	10.05.2011	31.03.2012
Ruiz Rebecca	Pour des conditions décentes sur les chantiers de la Ville – Vers un plan d'action communal de lutte contre la sous-enchère salariale en lien avec la sous-traitance	16.02.2010	29.03.2011	30.06.2012
Perrin Charles-Denis	Le développement durable, c'est aussi... une administration qui peut travailler dans les meilleures conditions possibles... et des usagers satisfaits	16.02.2010	12.04.2011	31.12.2011
Müller Elisabeth	Les DDPs : à qui et pour quoi ?	16.02.2010	12.04.2011	31.03.2012
Calame Maurice	Construire un quartier de forte densité en transformant et en remplaçant les bâtiments du quartier des S.I. - Demande d'étude d'un PPA	02.03.2010	22.02.2011	30.06.2012
Germond Florence	Pour une certification d'égalité salariale entre femmes et hommes de la ville de Lausanne	16.03.2010	11.05.2010	suspendu
Huguenet François	N'ayant pas pour vocation de décrocher une étoile, le restaurant de la piscine de Bellerive doit redescendre sur terre	13.04.2010	01.06.2010	31.03.2012
Mayor Isabelle	Pour une journée hebdomadaire sans viande ni poisson dans les réfectoires scolaires communaux lausannois : à la (re)découverte du goût	13.04.2010	22.02.2011	31.03.2012
Ghelfi Fabrice	Lutter contre le chômage et promouvoir l'économie lausannoise par un nouveau partenariat public-privé	13.04.2010	12.04.2011	30.06.2012
Biéler Benoît	Pour une extension raisonnable des heures d'ouverture de la piscine de Mon-Repos	27.04.2010	01.06.2010	31.12.2011
Hubler Alain	Et si on rétablissait la clause du besoin ?	27.04.2010	12.04.2011	31.03.2012
Hildbrand Pierre-Antoine	Pour l'étude de mécanismes réglementaires modérant l'endettement lausannois	27.04.2010	12.04.2011	30.06.2012
Hildbrand Pierre-Antoine	Pour une étude visant à dissocier les fonctions de syndic de Lausanne et de président de la CPCL	11.05.2010	01.06.2010	30.04.2012
Payot David	La sécurité est l'affaire de tous	11.05.2010	01.06.2010	30.06.2012

Auteur	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Muni	Délai réponse
Fracheboud Cédric	Mettons des limites claires pour que les passages sous-voies et les escaliers de la Ville ne deviennent pas des nids propices à un fort sentiment d'insécurité	11.05.2010	29.03.2011	30.06.2012
Voiblet Claude-Alain	La Cour des Comptes met le doigt sur la très mauvaise gestion de la CPCL et relève le problème du cumul des mandats entre la Municipalité et la gouvernance CPCL	11.05.2010	12.04.2011	30.04.2012
Tschopp Jean-Christophe	Favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées	11.05.2010	12.04.2011	30.06.2012
Graber Nicole	Pour la généralisation des toitures plates végétalisées à Lausanne	11.05.2010	07.06.2011	30.06.2012
Payot David	Rapport de la Cour des Comptes sur la CPCL : pour un débat complet	01.06.2010	12.04.2011	30.04.2012
Michel Stéphane	Pour la promotion des itinéraires piétonniers à Lausanne	01.06.2010	12.04.2011	31.12.2012
Picard Bertrand	Pour une politique municipale globale et mieux coordonnée au profit de nos aînés	29.06.2010	13.09.2011	31.03.2012
Cavin Yves-André	Pour l'acquisition de rames supplémentaires pour le métro m2	31.08.2010	24.05.2011	31.05.2012
Hildbrand Pierre-Antoine	Rasez les thuyas, qu'on voie la biodiversité	28.09.2010	12.10.2010	30.06.2012
Michel Stéphane	La résolution des problèmes d'hébergement précaire passe aussi par des seuils adaptés	28.09.2010	13.09.2011	31.03.2012
Longchamp Françoise	Responsabilisons les délinquants mineurs par l'introduction à Lausanne de la « Commission extrajudiciaires »	12.10.2010	01.06.2011	31.03.2012
Pernet Jacques	Etude de la pose de la candidature de Lausanne - ensemble avec le Canton - pour l'organisation des Jeux olympiques de la Jeunesse d'une prochaine olympiade	12.10.2010	13.09.2011	31.03.2012
Pernet Jacques	Demande d'étude et de planification du futur de la volière de Mon-Repos	12.10.2010	27.09.2011	31.03.2012
Hildbrand Pierre-Antoine	Pour l'étude de la mise sous protection de 17% des surfaces communales terrestres et 10% des surfaces aquatiques de la Commune de Lausanne	09.11.2010	13.09.2011	31.03.2012
Michaud Gigon Sophie	Waterpolo à Lausanne : une discipline olympique qui a besoin d'eau	23.11.2010	18.01.2011	31.12.2011
Ruiz Rebecca	Pour l'implantation d'un centre de dégrisement avec surveillance médicale à Lausanne	18.01.2011	27.09.2011	31.03.2012
Bergmann Sylvianne	Jardinons sous les arbres : c'est bon pour la convivialité et pour réenchanter la Ville	15.02.2011	29.03.2011	30.06.2012
Cachin Jean-François	Pour plus de sécurité sur le chemin piétonnier reliant l'avenue de la Vallonnette au chemin du Devin	24.05.2011	01.06.2011	31.12.2011
Voiblet Claude-Alain	Invitons nos citoyens à rendre définitivement les armes	24.05.2011	01.06.2011	31.03.2012
Bettens Jean-Charles	Pour une amélioration de la circulation des transports publics à l'avenue du Théâtre	30.08.2011	13.09.2011	31.03.2012
Oberson Pierre	Croissance de la criminalité : aujourd'hui une nouvelle augmentation du nombre de policiers dans nos rues s'impose	13.09.2011	27.09.2011	31.03.2012
Perrin Charles-Denis	Diminuer les exigences réglementaires pour augmenter l'isolation des bâtiments	13.09.2011	27.09.2011	31.03.2012

1 La réponse à ce postulat (rapport-préavis N° 2010/02) a été refusée le 1^{er} février 2011. La thématique des zones 30 et des zones de rencontre fera l'objet d'une étude dans le cadre de la révision du Plan directeur communal. Cet objet sera intégré dans le préavis qui en découlera.

2 La réponse à ce postulat (rapport-préavis N° 2010/02) a été refusée le 1^{er} février 2011. Les thématiques du stationnement et de la mobilité de façon plus globale feront l'objet d'études dans le cadre de la révision du Plan directeur communal. Cet objet sera intégré dans le préavis qui en découlera.

3 La réponse à ce postulat (rapport-préavis N° 2009/07) a été refusée le 25 novembre 2009. La Municipalité prépare un préavis regroupant les questions en suspens touchant les transports publics, en attente des décisions cantonales sur la desserte nord.

4 La réponse à ce postulat (rapport-préavis N° 2009/03 bis) a été refusée le 7 juin 2011. La proposition est examinée dans le cadre de la réflexion en cours concernant l'hébergement nocturne d'urgence et avec le projet de bistrot social.

5 La réponse à ce postulat (rapport-préavis N° 2009/67) a été refusée le 13 avril 2010. Les études de plusieurs variantes - en réponse aux nouvelles conclusions adoptées par le Conseil communal - et leur impact sur le projet initial prennent du temps. Elles seront présentées dans un rapport-préavis répondant également au postulat Huguenet sur l'aménagement du restaurant de la piscine.

6 En séance du 7 décembre 2011, le Conseil communal a chargé la Municipalité de l'informer par écrit d'ici au 30 juin 2012 de l'avancée des travaux, au niveau de la région et du canton, relatifs à l'élimination des déchets ménagers et leur financement

7 Cet objet sera intégré dans le préavis portant sur la révision du Plan directeur communal.

8 La réponse à ce postulat (rapport-préavis N° 2010/51) a été refusée le 31 mai 2011. Cet objet sera traité dans le cadre du préavis consacré à la mobilité en ville de Lausanne.

PÉTITIONS RENVOYÉES PAR LE CONSEIL COMMUNAL EN ATTENTE DE RÉPONSE

Renvoi pour examen et rapport-préavis (art. 73, let. a RCCL)

Auteur (s)	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Muni	Délai réponse
Mühlberger de Preux Cornelia ¹	Obtention du statut de « zone de rencontre » pour le tronçon sud du chemin de la Grangette	07.11.2006	02.10.2007	31.03.2012
Decollogny Anne-Françoise ²	Pour une avenue Vinet plus conviviale	02.10.2007	07.10.2008	31.01.2010
Taillefert Bottino Tatiana	Pour la réduction du trafic de l'avenue de Beaulieu	20.05.2008	24.03.2009	31.01.2010
Marti Jean-Pierre	Pour le maintien de la ligne 2 jusqu'à la Bourdonnette	05.05.2009	01.06.2010	30.06.2012
Morier-Genoud Maria	Pour le prolongement de ligne de bus tl no 16 jusqu'au terminus Clochette	10.11.2009	01.06.2010	30.06.2012
Association Route du Signal	Pour une voie à sens unique à la route du Signal	16.02.2010	15.02.2011	31.12.2012
Haüsler Renato	Pour le maintien de l'unité architecturale d'ensemble du quartier des Bergières	12.10.2010	24.05.2011	31.03.2013

¹ Une réponse a été donnée à cette pétition dans le rapport-préavis N° 2008/23, mais elle a été refusée par le Conseil communal le 11 novembre 2008. Des contacts ont eu lieu avec l'auteure de la pétition et des mesures ont été mises en œuvre. Une nouvelle réponse tirant parti des expériences faites est en cours de rédaction.

² La réponse à cette pétition a été refusée par le Conseil communal le 12 avril 2011. Les études en cours dans le cadre des AFTPU devraient permettre de répondre à cette pétition dans le cadre du préavis traitant de la révision du Plan directeur communal. Le Conseil communal a accepté, le 7 décembre 2011, de prolonger le délai de réponse jusqu'à la demande de crédits d'ouvrage qui lui sera adressée pour l'étape A des AFTPU.

³ Même situation que pour la pétition Decollogny

Renvoi pour examen et communication (art. 73, let. b RCCL)

Auteur (s)	Intitulé	Dépôt	Renvoi à la Muni	Délai réponse
Gossweiler Carl Kyril ¹	Pour favoriser l'utilisation des tl par les citoyens qui se rendent à l'administration communale lausannoise	30.06.2003	08.12.2004	30.06.2012
Joris Eliane	Pour le maintien du bus 5 (de la place de la Gare à Epalinges) et la prolongation de la ligne 6 jusqu'à Praz-Séchaud	10.03.2009	01.06.2010	30.06.2012
Miéville Garcia Ariane	Pour l'installation de radars à la route du Signal	21.04.2009	02.03.2010	31.01.2012
POP et Gauche en Mouvement section de Lausanne	Pour un cinéma populaire ! Non aux places hors de prix	15.09.2009	27.04.2010	31.03.2012
Gossweiler Carl Kyril	Pour la limitation de la circulation inutile et abusive dans les zones de loisirs et la mise de ces dernières sous la sauvegarde du public	02.03.2010	24.05.2011	30.06.2012
Gossweiler Carl Kyril	Pour une information de la circulation inutile et abusive dans les zones de loisirs et la mise de ces dernières sous la sauvegarde du public	26.06.2010	10.05.2011	30.11.2011
Balimann Walter	Aménagements dans le bois situé entre le ch. Simplemont, l'av. Verdeil et le ch. du Levant	28.09.2010	13.04.2011	30.06.2012
Collectif « Mon Tramway de la Pontaise »	En faveur de la sauvegarde de l'immeuble rue de la Pontaise 6a-6b	18.01.2011	27.09.2011	31.03.2012
Firmann-Gaulis Caroline	En faveur de la préservation du domaine de « La Chablière »	15.03.2011	27.09.2011	31.03.2012

¹ Le Conseil communal a refusé la réponse de la Municipalité en séance du 24 novembre 2009. Cette pétition ayant trait à la politique des transports fera l'objet, avec d'autres, d'une réponse dans le cadre du préavis consacré aux transports.

PÉTITIONS DIRECTEMENT ADRESSÉES À LA MUNICIPALITÉ AYANT REÇU UNE RÉPONSE EN 2011

Les pétitions directement adressées aux directions de l'administration communale ne sont pas prises en compte dans ce bilan annuel.

- Pétition Carl Kyril Gossweiler « Pour une Administration correcte et respectueuse de la propriété intellectuelle et du travail d'autrui ». (L'auteur de la pétition a été informé, par rapport au cas particulier mentionné, que l'usage du logiciel Fotoplayer était libre de droit et qu'il n'y a pas eu violation du droit de propriété intellectuelle. La Direction de police a néanmoins procédé à l'acquisition d'une licence pour en améliorer la qualité.)
- Pétition du personnel du Service de santé des écoles, soutenue par le syndicat SSP-VPOD, demandant que le poste d'infirmier-ère chef-fe soit repourvu pour le 1^{er} février 2011, que l'engagement d'une infirmière scolaire cheffe en provenance du service soit une priorité, et soutenait une candidature interne. (La Municipalité a confirmé l'engagement de cette candidate, et le conseiller municipal directeur de la DEJE a reçu les pétitionnaires pour leur expliquer la longue période nécessaire pour repourvoir le poste.)
- Pétition Carl Kyril Gossweiler s'étonnant d'entendre de la musique anglo-saxonne dans les ascenseurs du bâtiment administratif de Chauderon 9. (L'auteur de la pétition a été informé que la musique diffusée dans ces ascenseurs émanait des programmes de la station radiophonique Lausanne FM, radio à fort ancrage local.)

- Pétition Olivera Djuric et consorts, au nom des habitants de Malley, relative aux nuisances provoquées par la présence de Roms dans le quartier de Malley. (La Municipalité a informé les pétitionnaires des mesures de police prises envers ces personnes : contrôles, instructions sur les règles d'usage et le respect des riverains, proposition de déplacement ; des contacts avec d'autres villes confrontées aux mêmes problèmes et du dépôt d'une initiative populaire « Stop à la mendicité par métier » qui sera soumise au vote en 2012 ou 2013. Une délégation de la Municipalité a rencontré par ailleurs les pétitionnaires et les habitants intéressés.)

DÉLÉGATIONS DES MEMBRES DE LA MUNICIPALITÉ (SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 2011)

M. Daniel BRÉLAZ, syndic

- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (suppléant)
- Biopôle S.A. (conseil d'administration)
- Caisse de pensions du personnel communal (président)
- Commission intercommunale de la taxe de séjour / Fonds d'équipement touristique (président)
- Communauté d'intérêts Simplon-Loetschberg
- Compagnie générale de navigation sur le lac Léman S.A. (conseil d'administration)
- Concours « Environnement et Jeunesse » (président de la fondation)
- Conseil pour le développement économique du canton de Vaud (conseil d'administration et bureau du conseil)
- Coordination des villes de Suisse romande (président)
- EOS Holding S.A. (conseil d'administration)
- Fédération internationale des régions vertes (président du conseil exécutif)
- Fondation Béjart Ballet Lausanne (conseil de fondation)
- Fondation City-Management (vice président du conseil)
- Fondation de Beaulieu (conseil de fondation, vice-président)
- Fondation Jean Monnet pour l'Europe (conseil de fondation et conseil exécutif)
- Lausanne région (vice-président, bureau de coordination, commission de financement régional, commission de promotion économique)
- Lausanne Tourisme (comité de direction et conseil des délégués)
- Mediaprofil S.A. (conseil d'administration)
- Métro Lausanne-Ouchy S.A. (président du conseil d'administration)
- PALM (projet agglomération Lausanne-Morges) (comité)
- Parkings-Relais lausannois S.A. (président du conseil d'administration)
- SI-REN S.A. (vice-président du conseil d'administration)
- Tramway du sud-ouest lausannois S.A. / TSOL S.A. (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (vice-président du conseil d'administration, comité de direction)
- Union des communes vaudoises (vice-président, président du groupe des villes)
- Union des villes suisses (vice-président, membre du comité de direction)
- Union mondiale des villes olympiques (président du conseil exécutif)
- Vaud-Fribourg TV S.A. (conseil d'administration)

M. Marc VUILLEUMIER, directeur de la sécurité publique et des sports

- Académie internationale des sciences et techniques du sport / AISTS (conseil de fondation)
- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis (président du comité de direction, conseil intercommunal)
- Association suisse des services des sports, section Suisse romande et Tessin (comité)
- Association World Sport Forum (comité)
- AVIVO Vaud (président) – mandat *ad personam*
- Centre intercommunal de glace de Malley S.A. / GIGM S.A. (comité de direction et conseil d'administration)
- Conférence des directeurs des polices municipales vaudoises (comité, vice-président)
- Conférence des directrices et directeurs de police des villes suisses (comité)
- Fondation du Musée olympique (conseil de fondation)
- Fondation de l'Orme (conseil de fondation) – mandat *ad personam*
- Fondation Centre Sport-Etudes (conseil de fondation)
- Lausanne Région (délégation secteur nord, suppléant, commission des affaires sportives, président)
- Maison du sport international S.A. (conseil d'administration, président)
- Métro Lausanne-Ouchy S.A. (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration)
- Union mondiale des villes olympiques (comité exécutif)

M. Grégoire JUNOD, directeur de la culture et du logement

- Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS/AI/APG (conseil d'administration)
- Cinémathèque suisse (conseil de fondation)
- Commission consultative cantonale du logement
- Conservatoire de Lausanne (conseil de fondation)

- Ecole de musique de la Ville de Lausanne (conseil d'école)
- Ecole sociale de musique (comité)
- Fondation Béjart Ballet Lausanne (conseil de fondation et comité financier)
- Fondation City Management (conseil de fondation)
- Fondation du Festival de la Cité (conseil de fondation, vice-président)
- Fondation de l'Hermitage (conseil de fondation)
- Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (conseil de fondation et comité de direction, vice-président)
- Fondation lausannoise pour le rayonnement de la bande dessinée (conseil de fondation)
- Fondation pour l'art dramatique (conseil de fondation et comité de direction, vice-président)
- Fondation Métropole (conseil de fondation)
- Fondation pour les musiques actuelles (conseil de fondation, vice-président)
- Fondation du Petit Théâtre (conseil de fondation, président)
- Fondation Arsenic (conseil de fondation)
- Lausanne Région (délégation secteur ouest, suppléant)
- Lausanne Tourisme (conseil des délégués)
- Orchestre de chambre de Lausanne (conseil de fondation et comité de direction, vice-président)
- S.I. Conservatoire de Lausanne S.A. (conseil d'administration)
- S.I. EJMA Lausanne S.A. (conseil d'administration)
- Société immobilière lausannoise pour le logement S.A. / SILL (conseil d'administration, présidente)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration)

M. Olivier FRANÇAIS, directeur des travaux

- Axes forts de transports publics / AFTPU (délégation politique et bureau exécutif)
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent
- Commission COH (comité exécutif)
- Commission intercommunale de la station d'épuration des eaux usées – STEP Vidy
- Commission internationale pour la protection des eaux du Léman CIPEL
- Compagnie du chemin de fer Lausanne-Echallens-Bercher / LEB (conseil d'administration)
- Fondation de Beaulieu (conseil de fondation)
- Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (conseil de fondation)
- Gedrel S.A. (président conseil d'administration)
- Groupe décisionnel du chantier 4a SDNL
- Groupe décisionnel du chantier 2 SDNL
- Groupe décisionnel du chantier 1 SDNL
- Groupe décisionnel du chantier 2 SDNL
- Lausanne Région (délégation secteur ouest ; comité de pilotage Schémas directeurs nord, ouest, est ; commission transports ; commission déchets)
- Lausanne Tourisme (conseil des délégués)
- Maison du sport international S.A. (conseil d'administration)
- Métro Lausanne-Ouchy S.A. (conseil d'administration, vice-président)
- Organe de gestion du Pôle de développement de Vennes S.A.
- Parkings-Relais lausannois S.A. (conseil d'administration)
- Projet d'agglomération Lausanne-Morges (comité de pilotage)
- Schéma directeur de Malley (comité de pilotage)
- Schéma directeur du nord (groupe de pilotage)
- Schéma directeur de l'est (groupe de pilotage)
- Schéma directeur du centre (président)
- Sisex – Société italo-suisse d'exploitation du Tunnel du Grand-Saint-Bernard S.A. (conseil d'administration)
- Tramway du sud-ouest lausannois S.A. / TSOL S.A. (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration et comité de direction)
- Tridel S.A. (conseil d'administration et comité de direction)
- Tunnel du Grand-Saint-Bernard S.A. (conseil d'administration, vice-président)

M. Oscar TOSATO, directeur de l'enfance, de la jeunesse et de la cohésion sociale

- Association de communes de la région lausannoise pour la réglementation du service des taxis (suppléant)
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent (suppléant)
- Association « Réseau de la communauté sanitaire de la région lausannoise » (ARCOS)
- Association vaudoise pour l'aide et les soins à domicile (assemblée des délégués, président)
- Beaulieu Exploitation S.A. (conseil d'administration)
- Caisse de pensions du personnel communal (conseil d'administration)
- Centre de traduction littéraire de l'Université de Lausanne (conseil)
- Commission consultative cantonale permanente des constructions scolaires
- Conseil des communes et régions d'Europe – section suisse (comité)
- Conseil d'établissements lausannois (président)

- Conseil de politique sociale
- Conseil des régions d'action sociale du canton de Vaud (RAS)
- Division d'abus des substances du CHUV (conseil consultatif de direction)
- Ecole cantonale pour enfants sourds (conseil)
- Ecole d'études sociales et pédagogiques / EESP (conseil de fondation)
- Ecole de couture (président du conseil)
- École hôtelière / EHL (conseil de fondation)
- Ecole professionnelle commerciale / EPCL (conseil)
- Ecole professionnelle de la société industrielle et commerciale / EPSIC (conseil)
- Ecole romande d'arts et communication / ERACOM (conseil)
- Ecole technique – Ecole des métiers / ETML (président du conseil)
- Fondation de l'Espace des inventions (conseil de fondation)
- Fondation du Centre œcuménique et de quartier du Bois-Gentil (conseil de fondation)
- Fondation pour l'accueil de jour des enfants / FAJE (conseil de fondation)
- Fondation pour l'animation socioculturelle lausannoise / FASL (conseil de fondation)
- Fondation pour l'art dramatique (conseil de fondation)
- Fondation pour les musiques actuelles (conseil de fondation)
- Fondation de la Porte des Etoiles (conseil de fondation)
- Fondation Soins Lausanne (vice-président)
- Fonds Edouard et Hortense Pache (président du conseil de fondation)
- Groupe d'experts en matière d'addictions (GEA)
- Jeux Internationaux des Ecoliers (comité)
- Lausanne Région (délégation secteur est, président de la commission petite enfance, commission toxicomanie, commission formation et emploi des jeunes)
- Polyclinique médicale universitaire (conseil)
- S.I. Conservatoire de Lausanne S.A. (conseil d'administration, président)
- S.I. EJMA Lausanne S.A. (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (comité de direction et conseil d'administration)
- Union des Communes Vaudoises (conseil)
- Union des Villes Suisses (section Initiative des villes : politique sociale)

Mme Florence GERMOND, directrice des finances et du patrimoine vert

- Association Jardin Urbain (vice-présidente)
- Caisse de pensions du personnel communal (conseil d'administration)
- Fondation de Beaulieu (conseil de fondation)
- Fondation Béjart Ballet Lausanne (conseil de fondation)
- Fondation pour l'art musical, lyrique et chorégraphique (conseil de fondation)
- Fondation de la Portes des Etoiles (conseil de fondation)
- Lausanne Région (délégation secteur est, suppléante)
- Métro Lausanne Ouchy S.A. (conseil d'administration)
- Société coopérative des sites et espaces verts de la région lausannoise / SOCOSEV
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration)
- Union des Villes Suisses (conférence des responsables politiques)

M. Jean-Yves PIDOUX, directeur des services industriels

- Alpiq Holding S.A. (conseil d'administration, comité d'audit et de risques)
- Association intercommunale pour l'épuration des eaux de la région du bassin supérieur du Talent
- Batsol S.A. (conseil d'administration, président)
- Boisy TV S.A. (conseil d'administration, président)
- Cadouest S.A. (conseil d'administration)
- Centre de traduction littéraire de l'Université de Lausanne (conseil)
- Commission intercommunale de la station d'épuration des eaux usées (suppléant)
- ECA (membre *ad personam* du conseil d'administration, désigné par le Conseil d'Etat)
- EOS Holding S.A. (conseil d'administration, comité d'audit et de risques)
- Fingaz S.A. (conseil d'administration)
- Fondation du Festival international du film sur l'énergie / FIFEL (comité d'honneur)
- Fondation pour l'art dramatique (conseil de fondation)
- Fonds communal pour l'utilisation rationnelle de l'électricité et la promotion des énergies renouvelables (comité, président)
- Forces motrices de l'Aboyeu S.A. (conseil d'administration)
- Forces motrices de l'Hongrin-Léman S.A. (conseil d'administration)
- Gaznat S.A. (conseil d'administration et comité de direction)
- Grande-Dixence S.A. (conseil d'administration)
- Haute Ecole de Théâtre de la Suisse romande (membre *ad personam* du Conseil de la recherche)

- Hydro Exploitation S.A. (conseil d'administration, comité finances et audit)
- Lausanne Région (délégation secteur nord)
- Néo Technologies S.A. (conseil d'administration, vice-président)
- Orchestre de chambre de Lausanne (vice-président du conseil de fondation et du comité directeur)
- Petrosvibri S.A. (conseil d'administration)
- RhônEole S.A. (conseil d'administration)
- Romande Energie S.A. (conseil d'administration)
- Romande Energie Commerce S.A. (conseil d'administration)
- Romande Energie Holding S.A. (conseil d'administration et comité de nominations & ressources humaines, désigné par le Conseil d'Etat)
- Si-REN S.A. (conseil d'administration, président)
- Swissgas (conseil d'administration)
- Transports publics de la région lausannoise S.A. (conseil d'administration)

ASSOCIATIONS, FONDATIONS, SOCIÉTÉS COMMERCIALES : AUTORISATION GÉNÉRALE SELON L'ARTICLE 20, LET. G DU RÈGLEMENT DU CONSEIL COMMUNAL

Par décision du 27 juin 2006, le Conseil communal a accordé à la Municipalité, jusqu'au 30 juin 2011, l'autorisation de constituer des associations et des fondations ou d'y adhérer, ainsi que de constituer des sociétés commerciales ou d'acquérir des participations dans ces sociétés, dans les limites prévues, depuis le 12 mars 2008, par l'art. 20, lettre g du Règlement du Conseil communal, cette autorisation étant limitée :

- pour les associations, aux cas où la cotisation annuelle n'excède pas 5'000 francs ;
- pour les fondations, à ceux où la participation au capital de dotation ne dépasse pas 25'000 francs ;
- pour les sociétés commerciales, à l'acquisition de parts pour un montant de 50'000 francs au plus.

(Autorisation prolongée, selon instruction administrative cantonale, jusqu'à l'adoption par le Conseil communal du préavis accordant l'autorisation générale pour la nouvelle législature 2011 - 2016, préavis adopté en séance du 22 novembre 2011, aux mêmes conditions.)

La Municipalité a fait l'usage suivant de ces autorisations :

Adhésion à une association ou à une fondation

- Fondation romande pour le cinéma (participation au capital de fondation : 5'000 francs)

Constitution et prises de participations dans des sociétés commerciales :

Aucune

RAPPORT DE GESTION 2010 : RÉPONSES MUNICIPALES N'AYANT PAS ÉTÉ ADMISES PAR LA COMMISSION PERMANENTE DE GESTION

En sa séance du 7 décembre 2011, le Conseil communal a décidé de refuser la réponse municipale aux observations N° 9 et 13 formulées dans le contexte de l'examen de la gestion 2010 de la Municipalité :

9° observation :

La Municipalité est invitée à se pencher sur la pertinence des exigences des associations sportives et à réagir avec d'autres partenaires politiques pour dissocier les obligations sportives de celles qui doivent rester de la compétence des autorités publiques.

Réponse municipale refusée :

Depuis les années huitante, les fédérations sportives ont commencé à émettre et à faire respecter des règles, non plus uniquement liées à la pratique de leur sport, mais portant également sur l'accueil dans les lieux de pratique (places assises, couverture desdites places, restauration, etc.), l'équipement de ces mêmes lieux (luminosité minimale pour permettre les retransmissions télévisées, choix des couleurs au sol ou aux murs, toujours pour faciliter le travail de la télévision, etc.) et la place des sponsors. Toutes ces exigences ont été formulées dans un mouvement de haut en bas : de la fédération internationale à la fédération nationale, du sport d'élite au sport amateur, ce qui a entraîné un effet cumulatif, les exigences des uns s'additionnant à celles des autres.

Tous ces éléments n'auraient pas prêté à conséquence si les fédérations et les clubs étaient propriétaires des installations sportives concernées. Or, en Suisse, la très grande majorité des installations sportives sont propriété des collectivités publiques, en particulier des communes. Face aux exigences des milieux sportifs, la création d'un front commun des propriétaires eût paru logique. Or, deux facteurs rendent difficiles la constitution d'un tel front, à savoir :

- a) le fait qu'une grande partie des installations propres aux sports considérés comme majeurs (tout spécialement le hockey sur glace et le football) sont en mains privées ;

b) le fait que, conséquence directe du fédéralisme, les collectivités publiques – dont les sensibilités, quant au rôle de l'Etat et des pouvoirs publics, sont très différentes d'une région linguistique à l'autre – sont, en règle générale, fort jalouses de leurs prérogatives et de leur indépendance.

On aboutit alors à la situation relevée par la Commission permanente de gestion. Toutefois, au niveau lausannois, dans le cas particulier de l'aménagement du stade olympique de la Pontaise, afin d'y accueillir des matches de la Coupe d'Europe de football et de la « Super League » (ex-LNA de football), l'excellent partenariat entre la Municipalité et le FC Lausanne Sport a permis d'aboutir à un compromis avec les instances internationales (UEFA) et nationales (« Swiss Football League »), quant aux travaux à effectuer.

Quoi qu'il en soit et malgré une marge de manœuvre très limitée, la Municipalité, par l'intermédiaire de son Service des sports, veille à défendre les intérêts de la Ville en sa qualité de propriétaire d'installations sportives (il s'agit d'ailleurs d'un des objectifs, le 66^{ème}, inscrit dans le « Plan directeur du sport »), en participant activement à diverses commissions et organisations, telles que l'Association suisse des services des sports, regroupant les principaux acteurs du sport suisse.

13^{ème} observation

La Municipalité est invitée, dans le cadre des structures de conduite de la Réforme policière vaudoise, à favoriser la mise en place de stratégies de collaboration avec les autres polices, notamment genevoise, fribourgeoise et bernoise qui œuvrent dans des villes qui constituent un axe de commerce pour le petit trafic.

Réponse municipale refusée :

Dans le cadre de la Réforme policière vaudoise, la Direction opérationnelle (DO), composée notamment des commandants des polices cantonale et municipale lausannoise, pourra mettre en place différentes plates-formes. La question du trafic de stupéfiants, que ce soit sous l'angle très local ou plus général, est traitée avec toute l'attention nécessaire et dans le meilleur esprit de collaboration possible entre les polices vaudoises.

Cependant, les outils de la réforme ne sont pas prévus spécifiquement pour traiter de questions intercantionales. Cette dimension prospective, stratégique et de coordination est plutôt du ressort d'autres cercles au niveau national, comme la Conférence des Directrices et Directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP), la Conférence latine des Chefs des Départements de justice et police (CLDJP), la Conférence des Directrices et Directeurs de police des villes suisses (CDPVS), ou encore la Conférence des Commandants des Polices cantonales de Suisse (CCPCS), ainsi que les organes de coordination de la Confédération.

Cependant, si des rapports informels sont toujours possibles, il faut rappeler que les contacts officiels directs avec les autres polices suisses ou étrangères sont de la seule compétence de la Police cantonale vaudoise. Toutefois, les responsables des brigades des stupéfiants de Suisse se réunissent une fois par année pour échanger sur les problèmes constatés et sur les mesures prises pour tenter de les endiguer.

Sur le plan vaudois, les échanges sont réguliers entre les différents acteurs spécialisés dans la lutte contre le trafic des stupéfiants (magistrature pénale, polices cantonale et municipale lausannoise). Les responsables opérationnels des brigades des stupéfiants des deux polices se rencontrent une fois par semaine, afin de faire le point sur les affaires en cours et à venir. Ces contacts permettent d'avoir la vue d'ensemble sur le plan cantonal. Par ailleurs, la base de données nationale « JANUS » permet également d'avoir un suivi global des trafiquants interpellés sur le plan suisse. Cette plate-forme fédérale, tenue à jour par l'Office fédéral de la police (Fedpol), donne accès aux données insérées par les différentes polices. Toutefois, ces dernières ne font pas toutes preuve de la même assiduité dans l'introduction des données, ce qui complique parfois le suivi du parcours des personnes identifiées.

Par ailleurs, la police ne peut pas mettre sur pied seule de nouvelles stratégies de lutte contre le trafic de stupéfiants. Le problème dépend d'un cadre législatif et politique, qui relève principalement de la compétence de la Confédération et du Canton. Cette lutte doit s'inscrire dans le cadre plus large d'une véritable politique publique, qui suppose la collaboration active d'autres services de l'administration s'occupant des questions sociales, migratoires, pénitentiaires et de prévention, ainsi que de l'ordre judiciaire.

En outre, chaque produit stupéfiant (cocaïne, héroïne, chanvre, drogues de synthèse, etc.) pose des problèmes bien spécifiques, les filières d'approvisionnement, les méthodes de vente, les modes de consommation et le cercle des consommateurs n'étant pas identiques. En conséquence, les moyens de prévention ou de lutte doivent être adaptés à chaque produit.

De surcroît, les mesures envisageables, qui vont de plus de répression à une dépénalisation plus ou moins totale, sans oublier la prévention, ne font politiquement pas l'unanimité. Voici plusieurs décennies que de nombreux pays sont confrontés au problème, sans avoir pu venir à bout du trafic.

Au-delà de la présence de trafiquants sur le domaine public, il s'agirait aussi d'analyser l'autre côté du marché, à savoir les actions à entreprendre vis-à-vis des consommateurs, le plus souvent intégrés et établis de longue date.

CELLULE ARC

CELLULE D'AIDE À LA RÉOLUTION DES CONFLITS ET DE LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT

PRINCIPALES TÂCHES

Les dispositions réglementaires municipales relatives à la prévention et à la gestion des conflits et au harcèlement du 1^{er} octobre 2008 définissent la mission et les moyens d'action de la cellule ARC :

- travail de prévention (y compris formation) ;
- conseils ;
- médiation ;
- procédure de concertation ou table ronde ;
- demande d'enquête.

La cellule ARC détermine la démarche la mieux adaptée pour gérer ou résoudre la situation donnée.

La consultation de la Cellule ARC est ouverte à l'ensemble du personnel de l'administration communale, quel que soit le niveau hiérarchique des personnes concernées.

Les principes suivants régissent les activités de la Cellule ARC :

- confidentialité ;
- médiation sur base volontaire ;
- posture de tiers neutre (absence de préférence, tant à l'égard des parties qu'à l'égard de telle ou telle solution au problème) ;
- indépendance (la cellule ARC est rattachée directement à la Délégation municipale aux affaires de personnel) ;
- impartialité.

Effectif du personnel

	1 ^{er} janvier		31 décembre	
	n	ept	n	ept
Responsables	2	1.5	2	1.5
Secrétariat	1	0.5	0	0.5
Total	3	2.0	2	2.0

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

Prévention

En 2011, la Cellule ARC a achevé de se présenter dans les services de l'administration par le biais de séances d'information.

Interventions

Synthèse des activités de la cellule ARC 2009 - 2011

	2009	2010	2011
Demandes adressées à la cellule ARC			
Nouvelles situations	95	113	104
Démarches terminées au 31 décembre 2011	95	112	79
Demandes d'information			
Demandes d'information sur les prestations de la cellule ARC	13	12	6
Conseil			
Nombre de démarches de conseil initiées	89	78	98
Nombre d'entretiens de conseil	262	265	311
Médiation			
Nombre de démarches de médiation initiées	2	4	0
Nombre de séances / entretiens	10	20	3
Concertation (tables rondes)			
Nombre de démarches de concertation initiées	4	12	5*
Nombre de séances / entretiens	35	92	80
Nombre total d'entretiens, toutes démarches confondues	307	377	394
Ouvertures d'enquêtes			
Nombre de demandes adressées à la Municipalité	2	3	0
Nombre d'enquêtes ouvertes	2	2	0

* L'une de ces démarches de concertation a été sous-traitée à un intervenant externe (conformément à l'article 13 alinéa 3 des dispositions réglementaires).